



Le RSA, oui, comme REVENU GARANTI par personne, c'est-à-dire pour un travailleur : RSA + petit boulot = le SMIG Ce n'est pas aux précaires de payer la crise !

Les financiers comme avec l'immobilier, "jouent" avec notre valeur travail, pour gagner plus sans travailler (*rien avoir avec notre petit smic*), tout en poussant les chômeurs à aller travailler ! Pour les autres, ceux qui ont encore un emploi, on les pousse au suicide tant les conditions de travail ce sont dégradées... Une partie des salariés ont un travail à plein temps et aimerait travailler plus, pour gagner plus, (vous dire que les salaires sont vraiment bas), tandis qu'une autre partie est dans la précarité avec ou sans emploi.

Nos politiques JOSPIN comme SARKOZY disent « Nous ne voulons pas d'une société d'assistance (RMI) mais une société fondée sur le travail (RMA puis RSA) » ! Alors que pour des centaines de milliers de salariés en France, la norme imposée de travail n'est plus le CDI, le temps plein et le SMIC, mais le CDD, le temps partiel et le demi-SMIC. Dans une société de travail où il n'y a plus de travail, où la valeur travail a été cassée "nos politiques se jouent de nous monter les uns contre les autres" : ceux qui gagnent leur vie en travaillant à plein temps, et ceux qui touchent des aides sans travailler, parce qu'ils n'ont plus d'emploi. "Dans les 2 cas figures ce n'est pas juste".

Les écarts se creusent, les profiteurs gagnent beaucoup d'argent en licenciant ou délocalisant, nous sommes devenus la variable d'ajustement pour faire monter les actions ! Plus on licencie, restructure ou délocalise, plus les actionnaires gagnent et nous les travailleurs, plus on s'appauvrit. Notre valeur travail ne nous fait plus vivre ! Et l'Etat laisse faire car la création de richesses se fait uniquement par la finance (bourse), puisque le travail se fait ailleurs. Pendant ce temps, de nombreuses familles se voient acculer à la précarité en culpabilisant de ne pas travailler...

La solution "C'EST LE PARTAGE DU TRAVAIL". Pourquoi les travailleurs précaires avec ou sans emploi ne toucheraient-ils pas le SMIG (le salaire minimum interprofessionnel garanti) pour vivre dignement ? Ce n'est pas aux précaires de payer la crise. S'il n'y a plus de CDI à plein temps (voir annonces ANPE, vrai baromètre de la précarité, avant le RSA des contrats de 20h, maintenant des contrats inférieurs) ce n'est nullement de leur faute, ce sont les politiques de l'emploi qui ont mené les travailleurs à la précarité. Plus on crée d'emploi précaires, plus il y a de la précarité et le RSA ne déroge pas à la règle.

Le RSA, (Revenu Solidaire d'Activité), même s'il s'ouvre à plus de bénéficiaires, même s'il améliore le quotidien de certains précaires (très peu car trop de barrières pour en bénéficier), et même si la personne se sent moins exclue de la société car elle a un travail, **malgré tout, le RSA reste un leur, ce n'est pas un progrès, puisqu'il n'est pas un complément du SMIC en attendant que l'emploi précaire se transforme en CDI...**

Le RSA est juste un RMI rénové, avec les mêmes inconvénients.

- **Le "R" de revenu**, ce n'est pas un revenu, plutôt une obole puisqu'il est donné selon la composition d'une famille et non à une personne (si le mari travail et gagne le SMIC, et la femme est au chômage ou avec un petit boulot, le couple aura un complément RSA mais pas à la hauteur d'un autre SMIC). De plus avec le RSA, le SMIC mensuel est remis en cause car le cumul RSA + petit boulot, lui est inférieur. Le salarié aura une ½ retraite voire pire, selon les petits boulots car avec le RSA on ne cotise pas à la retraite...
- **Le "M" de Minimum**, il est tellement minimum, qu'il est en-dessous du seuil de pauvreté. **Maintenant "S" de Solidarité**, mais où est la solidarité ? D'être obligé de prendre n'importe quel emploi, même le dimanche, pour quelques heures par mois pour bénéficier du RSA, alors qu'il est très difficile de trouver un emploi, même précaire, sous peine d'être coupé de quoi vivre dignement. Soumis à l'obligation de contrôle et donc potentiellement radiables. C'est donc la garantie d'un Revenu Minimum qui sera purement et simplement supprimée ! Demain les SDF seront non seulement à la rue, mais en plus, sans revenu !
- **Le "I" d'Insertion** n'a jamais fonctionné, parce que les personnes qui trouvaient un emploi ne pouvaient plus prétendre au RMI et se retrouvaient en travaillant, plus en difficulté qu'en restant sans rien faire au RMI. Comme le RMI, même si le "I" s'est transformé "A" Activité, le RSA enferme dans la précarité, travailleur pauvre. Il favorise les CDI type Mac do et Carrefour. Dans ce long parcours d'insertion le RSA mènera le salarié du XXIe

siècle au minimum vieillesse sans jamais avoir goûté au CDI à plein temps... Le RSA dont la dégressivité est acquise permettra t-il aux "contrats d'avenir" et autres contrats précaires de devenir des emplois à plein temps et durables correctement rémunérés, à l'évidence non. Assurera t-il une sécurisation des parcours professionnels et de vie, non !

Martin HIRSH avec son RSA, comme Martine AUBRY avec ses 35h dans un gouvernement qui défend bec et ongle le capital, et dans une économie ultra libérale, le RSA ne pouvait qu'aboutir dans le but non pas de partage mais d'exploiter encore plus, le fric restant toujours et encore roi. Le RSA s'inscrit dans la logique de casse sociale générale, accélérée depuis l'arrivée au pouvoir de Sarkozy. 8 millions c'est le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de la pauvreté en France en 2007, selon l'Insee, soit 600 000 de plus qu'en 2004.

Pour AC !, le RSA comme les 35h aurait pu être une arme contre la pauvreté (partage du travail et des richesses) et même plus un changement de société. Mais malheureusement il a été fait à l'image de notre société d'aujourd'hui, une société ultra-libérale, où l'homme et l'environnement sont rien, où le fric est encore et toujours roi. Avec le RSA, les « droits du travail » disparaissent pour faire place au « droit de travailler », l'obligation d'accepter tout emploi pour ne pas dépendre de la « charité ».

Verser de nombreuses aides sans contrepartie cela fonctionne très bien pour les patrons (31 milliards d'€ d'exonération de cotisations patronales), ainsi que les banques, on l'a vu lors du craque boursier où les caisses de l'Etat soi-disant vides l'étaient que pour les travailleurs qui devaient travailler plus pour gagner plus, ou travailler plus pour obtenir une retraite complète et qu'ils devaient être moins remboursés par la sécurité sociale car soi-disant déficitaire de 30 milliards d'€ ! Elle aurait été excédentaire d'1 milliard d'€ si les cotisations patronales étaient réglées. Mais verser une obole, pour les victimes du libéralisme pour qu'elles ne meurent pas de faim cela devient intolérable dans une société où tout est marchandisable, même nos services publics (EDF GDF, hôpitaux, postes, écoles) et même la misère dans laquelle ils nous ont fait tomber.....

Pour AC !, nous ne concevons pas le revenu garanti comme une aumône, comme de l'argent « pour ne rien faire » qui nous soumettrait à l'obligation de « faire quelque chose » (entendez : travailler), mais bien comme un droit.

Si nous revendiquons ce droit, c'est parce que nous contribuons, tous d'une manière ou d'une autre - ou que nous pourrions le faire si justement nous en avons les moyens- à la production de richesses sociales. C'est parce que son instauration est pour nous une condition du développement de la richesse produite socialement, un investissement collectif nécessaire.

Pour refuser l'imposition d'une contrepartie au revenu, nous devons défendre le revenu comme contrepartie. Les formes d'auto-organisation collective, les systèmes d'entraide ou de débrouille qui permettent de mieux vivre le quotidien, les échanges de connaissances, les initiatives, l'inventivité, que nous développons pour échapper à la misère et à l'ennui qui accompagnent le plus souvent la condition de salarié (qu'on soit en poste ou au chômage) et développer nos propres activités, de militer, tout ce travail (et là, ce n'est pas le travail qui manque !) et cette inventivité non rémunérée produisent de la richesse sociale, quand bien même celle-ci, n'a pas de valeur marchande.

Pour notre association AC ! (Agir ensemble contre le chômage et la précarité) la solution pour remédier à la précarité, à l'exploitation et à la pauvreté , c'est la sécurisation des parcours professionnels tout au long de la vie et un revenu garanti. On se bat pour :

- ▶ **La réduction massive du temps de travail** : 32 H tout de suite, sans baisse de salaire, ni précarisation ;
- ▶ **Un revenu décent pour toutes et tous** : aucune allocation, aucun revenu en dessous du SMIC ;
- ▶ **La reconnaissance des organisations de chômeurs et de précaires** partout où se décident le sort des chômeurs (ASSEDIC, CAF ...).

C'est dans le vivier de nos idées, de nos pratiques, de notre force, de notre inventivité que puisent sans cesse ceux qui nous exploitent jusqu'à nous réduire souvent à la misère. **Si nous voulons un revenu garanti**, c'est parce que, quoiqu'en dise l'idéologie dominante, nous ne sommes ni des « exclus » ni des inutiles, ni des assistés.

Nous voulons une part de la richesse sociale que nous produisons. Nous voulons arracher les moyens de développer des activités infiniment plus enrichissantes que ce à quoi on nous contraint.

Nous sommes, avec ou sans emploi, toutes et tous concerné(e)s.